

Israël se révèle finalement comme État ethnico-religieux

Israël se révèle finalement comme État ethnico-religieux

Tout ce qu'il reste à faire aux Palestiniens est de se battre pour un État embrassant la démocratie et la laïcité.



Haidar Eid – Al Jazeera – 22 juillet 2018



Oren Hazan, membre du Parlement, fait un selfie avec le Premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, après une session du Parlement qui a voté la loi de 'l'État-nation' à Jérusalem le 19 juillet [AP Photo/Olivier Fitoussi]

En Palestine, nous sommes face à une situation complexe : nous avons un projet colonial de peuplement qui nie son caractère colonial et prétend être une démocratie et nous avons ses victimes dont le statut a été ignoré pendant des décennies et dont la lutte de libération nationale a été diffamée.

Les colonisateurs ont réussi à manipuler le récit de ce qu'il se passe, en ré écrivant l'histoire et en blanchissant leurs crimes. Divers pays dans le monde ont accepté leurs mensonges et gardé une position « neutre », prétendant qu'elle était « équilibrée ».

Qu'y a-t-il là à équilibrer, quand un côté dispose de l'une des armées les plus modernes du monde, financée et alimentée par un superpouvoir allié et que l'autre côté a été en même temps abandonné par ses alliés et des gens bien intentionnés et ne peut compter que sur la détermination et la force de son peuple ?

Mais ces prétentions de « neutralité » et « d'équilibre » ne sont plus tenables. Israël a cessé de jouer au jeu d'une prétendue démocratie et s'est révélé pour ce qu'il est véritablement : un État d'apartheid. Le 19 juillet, le Parlement israélien a voté la dite « loi de l'État –nation » qui déclare qu'Israël est le « foyer national du peuple juif ». Il est maintenant officiellement un État exclusivement ethnico-religieux.

L'État ethnico-religieux d'Israël révélé

Pour nous, Palestiniens, cette loi réaffirme l'évidence : c'est à dire que l'idéologie sioniste est intrinsèquement raciste et non démocratique.

L'objectif politique du sionisme était de procéder à un changement démographique en Palestine, faisant de la minorité juive (qui n'était que de 7,6% en 1914) une majorité via une immigration juive massive ainsi que la construction de colonies et l'expulsion des Palestiniens.

Inévitablement, l'expropriation des terres allait de pair avec la violation des droits de la majorité palestinienne. Les sionistes ont toujours considéré les Palestiniens comme invisibles, sinon absents, ou plutôt comme des « présents absents ». L'identité de ceux qui sont restés à l'intérieur des limites de ce qui allait devenir Israël a été effacée par le terme « Arabe israélien » et leurs droits réduits par une multitude de lois (la « loi de l'État-nation » n'en étant que la dernière version).

C'est que, contrairement à la pensée libérale moderne, en Israël, la citoyenneté et la nationalité sont deux concepts séparés, indépendants. En d'autres termes, Israël n'est pas l'État de ses citoyens, mais l'État du peuple juif. Donc les Palestiniens en Israël ont des passeports israéliens mais n'ont pas des droits égaux à ceux des citoyens juifs.

Avec la nouvelle « loi de l'État-nation », les Palestiniens en Israël sont maintenant considérés comme des « étrangers originaires » ou simplement des étrangers dans leur patrie, parce qu'Israël est défini par la loi comme « la patrie historique du peuple juif », c'est à dire qu'il n'est pas l'État de tous ses citoyens. C'est là le résultat direct du sionisme et de son idéologie raciste.

C'est aussi le résultat direct de sentiments non démocratiques dominants chez les Juifs d'Israël. La contradiction entre les idéaux professés et le comportement réel, qui a été le moteur du changement politique dans de nombreux lieux du monde, n'existe pas en Israël parce que le credo démocratique, ou la démocratie citoyenne, est absent de la société israélienne.

Il n'y a pas d'engagement pour l'égalité de tous les citoyens dans la culture politique et la pratique israéliennes. Et il n'y a pas de tradition de liberté civile en Israël parce que cette tradition est incompatible avec le sionisme.

Par conséquent, on peut comprendre l'opposition de la société

établie aux appels à la création d'un État unique pour les Palestiniens et les Juifs, un État laïque et démocratique, régi par des élections législatives et par la règle de la majorité dans la Palestine historique. Cette idée a été purement et simplement rejetée par la société juive parce qu'elle signifierait la fin du sionisme.

Et, comme Israël devient effectivement un État ethnico-religieux, il nous faut poser des questions dérangeantes : Cela veut-il dire que l'Islam, le Christianisme, l'Hindouisme etc. peuvent aussi être à la base d'États modernes ? Et si nous insistons encore pour dire que la religion devrait être séparée de l'État, alors qu'en est-il de l'indignation internationale ? Pourquoi les médias mainstream ne sont pas obsédés par l'État juif comme ils l'ont été par l'État islamique ? En quoi Israël est-il différent de l'État islamique d'Irak et du Levant qui a voulu créer un État pour les seuls Musulmans par la violence et la dépossession ?

La lutte contre l'apartheid est engagée

Le vote de la « loi de l'État-nation » devrait éliminer tout doute persistant parmi des observateurs « neutres » sur le fait qu'Israël est bien un État d'apartheid.

Tout comme l'apartheid d'Afrique du Sud donnait la citoyenneté aux Blancs sud-africains et reléguait les Noirs à des « patries indépendantes », le sionisme donne à tous les Juifs le droit à la citoyenneté dans l'État d'Israël, tout en refusant la citoyenneté aux Palestiniens – ses habitants d'origine.

Tandis que l'apartheid d'Afrique du Sud utilisait la race pour définir la citoyenneté, l'État d'Israël utilise une caractérisation religieuse pour définir la citoyenneté. Tout comme l'Afrique du Sud de l'apartheid a fait des lois qui criminalisaient la liberté de mouvement des Noirs sur leur terre ancestrale, Israël contrôle chaque aspect de la vie des

Palestiniens par une infrastructure d'occupation militaire faite de checkpoints, de colonies et de routes réservées aux Juifs, et le Mur, articulé à un réseau de règles juridiques.

Le parallèle entre Israël et l'Afrique du Sud de l'apartheid est infini. Et la seule différence majeure entre les deux est probablement qu'Israël se tire d'affaire de ses crimes dans une impunité sans précédent, comme le montrent à l'évidence les derniers en date de ses crimes à Gaza.

Aussi, que reste-t-il aux Palestiniens après l'approbation de cette loi ouvertement raciste ? Eh bien, nous ne sommes certainement pas assez fous pour attendre quoi que ce soit de la dite « communauté internationale ».

Des années de « négociations » n'ont créé que des bantoustans en Cisjordanie et un camp de concentration à Gaza. Les Palestiniens sont toujours la cible ultime d'attaques sans merci des troupes racistes israéliennes cachées dans leurs hélicoptères et F 16 fabriqués aux États Unis.

Tout ce que les envoyés américains dans la région ont essayé de faire a été d'arriver à une « solution » conforme aux conditions israéliennes, au mépris des résolutions du Conseil de sécurité et du droit international. Ni l'administration américaine actuelle d'extrême droite ni l'UE invertébrée n'ont de plan juste pour la résolution de la crise en Palestine.

La seule chose sur laquelle nous, Palestiniens, puissions compter est le pouvoir du peuple, tout comme les Sud-Africains l'ont fait lorsque, au moyen d'une campagne mondiale soutenue, ils ont forcé des gouvernements à boycotter leur régime d'apartheid.

Nous continuerons à développer le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) et nous continuerons à marcher vers la barrière de Gaza jusqu'à ce que nous mettions fin à cette folie. Nous continuerons aussi à travailler à un modèle alternatif, à la fois démocratique et laïc, qui

garantisse l'égalité et abolisse ensemble l'apartheid, les bantoustans et la séparation en Palestine. Nous n'abandonnerons pas le combat.

Les points de vue exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position éditoriale de Al Jazeera.

Traduction SF pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al Jazeera](#)